

ADAGE

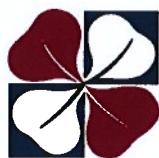
Association D'Accompagnement Global contre l'Exclusion

Siège Social : 17, rue Bernard DIMEY – 75 018 PARIS
SIRET : 510 789 639 000 26

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DU 20 MARS 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

(Le présent rapport contient 17 pages)



ADAGE

Association D'Accompagnement Global contre l'Exclusion

Siège Social : 17, rue Bernard DIMEY – 75 018 PARIS

SIRET : 510 789 639 000 26

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 20 MARS 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association D'Accompagnement Globale contre l'Exclusion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la parties "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral et financier distribué aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier de la Présidente.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraude ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rueil-Malmaison, le 10 mars 2025

Pour Audit Légal des Hauts de Seine
Jérôme JOUBERT- Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 07/04/2025

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	465 377	305 474	159 903	19,35	3 610	0,51
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours					43 107	6,11
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés	383		383	0,05	283	0,04
Prêts						
Autres immobilisations financières	8 603		8 603	1,04	8 143	1,15
TOTAL (I)	474 363	305 474	168 889	20,44	55 143	7,81
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	295		295	0,04	7 378	1,05
Créances usagers et comptes rattachés	381 313	900	380 413	46,04	191 410	27,12
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel					148	0,02
. Organismes sociaux					517	0,07
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	56 417		56 417	6,83	140 997	19,97
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	219 779		219 779	26,60	309 909	43,90
Charges constatées d'avance	431		431	0,05	403	0,06
TOTAL (II)	658 235	900	657 335	79,56	650 762	92,19
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	1 132 598	306 374	826 224	100,00	705 905	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 07/04/2025

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves	176 212	21,33	127 393	18,05
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	11 278	1,37	48 819	6,92
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	126 866	15,35		
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	314 356	38,05	176 212	24,96
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	32 000	3,87	67 900	9,62
TOTAL (II)	32 000	3,87	67 900	9,62
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées	13 882	1,68	27 515	3,90
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	255 144	30,88	168 755	23,91
Autres	90 372	10,94	77 353	10,96
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	120 469	14,58	188 169	26,66
TOTAL(IV)	479 868	58,08	461 793	65,42
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	826 224	100,00	705 905	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT

page 3

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 07/04/2025

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:										
Ventes de marchandises										
Production vendue de biens										
Prestations de services	355 519		355 519	100,00	282 273	100,00	73 246	25,95		
Montants nets produits d'expl.	355 519		355 519	100,00	282 273	100,00	73 246	25,95		
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:										
Production stockée										
Production immobilisée										
Subventions d'exploitation			1 046 659	294,40	980 907	347,50	65 752	6,70		
Cotisations			125	0,04	160	0,06	-35	-21,86		
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs										
Autres produits			84	0,02	68	0,02	16	23,53		
Reprise sur provisions, dépréciations			35 900	10,10	3 000	1,06	32 900	N/S		
Transfert de charges			301 421	84,78	216 874	76,83	84 547	38,98		
Sous-total des autres produits d'exploitation			1 384 188	389,34	1 201 009	425,48	183 179	15,25		
Total des produits d'exploitation (I)			1 739 708	489,34	1 483 282	525,48	256 426	17,29		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun										
Exédent transféré (II)										
PRODUITS FINANCIERS:										
De participations			3 079	0,87	2 540	0,90	539	21,22		
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif										
Autres intérêts et produits assimilés										
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges										
Différences positives de change										
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement										
Total des produits financiers (III)			3 079	0,87	2 540	0,90	539	21,22		
PRODUITS EXCEPTIONNELS:										
Sur opérations de gestion			5 932	1,67	2	0,00	5 930	N/S		
Sur opérations en capital			12 134	3,41	5 024	1,78	7 110	141,52		
Reprises sur provisions et transferts de charges										
Total des produits exceptionnels (IV)			18 065	5,08	5 025	1,78	13 040	259,50		
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			1 760 852	495,29	1 490 847	528,16	270 005	18,11		
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT										
TOTAL GENERAL										
			1 760 852	495,29	1 490 847	528,16	270 005	18,11		
CHARGES D'EXPLOITATION:										
Achats de marchandises			12 722	3,58	31 857	11,29	-19 135	-60,06		
Variations stocks de marchandises										
Achats de matières premières et autres approvisionnements										
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements										
Autres achats non stockés			539 851	151,85	412 126	146,00	127 725	30,99		
Services extérieurs			70 462	19,82	41 935	14,86	28 527	68,03		
Autres services extérieurs			78 032	21,95	96 789	34,29	-18 757	-19,37		
Impôts, taxes et versements assimilés			27 731	7,80	22 940	8,13	4 791	20,88		
Salaires et traitements			845 774	237,90	681 081	241,28	164 693	24,18		
Charges sociales			154 995	43,60	147 503	52,26	7 492	5,08		
Autres charges de personnel										
Subventions accordées par l'association										

COMPTE DE RÉSULTAT

page 4

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 07/04/2025

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements	18 642	5,24	4 654	1,65	13 988	300,56
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations	900	0,25			900	N/S
.Pour risques et charges : dotation aux provisions						
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées						
Autres charges	8	0,00	278	0,10	-270	-97,11
Total des charges d'exploitation (I)	1 749 117	491,99	1 439 164	509,85	309 953	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	304	0,09	404	0,14	-100	-24,74
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)	304	0,09	404	0,14	-100	-24,74
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	153	0,04	2 459	0,87	-2 306	-93,77
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)	153	0,04	2 459	0,87	-2 306	-93,77
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	1 749 574	492,12	1 442 028	510,86	307 546	21,33
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	11 278	3,17	48 819	17,29	-37 541	-76,89
TOTAL GENERAL	1 760 852	495,29	1 490 847	528,16	270 005	18,11

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Bénévolat					
Prestations en nature					
Dons en nature					
TOTAL					
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations					
Personnel bénévole					
TOTAL					

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 716 588€

Le résultat net comptable est un bénéfice de 11 277,83 €

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 11/02/2025 par les dirigeants.

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE

L'objet social de l'association ADAGE est d'accompagner les publics en difficulté vers l'insertion sociale et professionnelle par une démarche globale en agissant à toutes les étapes nécessaires pour lever les freins rencontrés.

L'association a comme public prioritaire les femmes et plus spécifiquement les femmes en grande précarité (bénéficiaires de minimas sociaux, salariées pauvres, femmes sans ressources) mais elle met également en place des actions visant à l'insertion, l'accès ou le maintien dans l'emploi de publics fragiles.

ADAGE forme également les acteurs intervenant dans le champ de l'accompagnement, du diagnostic, de l'écoute et de l'orientation des publics et fait fonction d'observatoire des inégalités.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

En 2024, les activités d'ADAGE sont composées d'actions récurrentes : Les Chantiers d'insertion, Parcours de Femmes, Un pas vers l'emploi, Femmes en Mouvements, le groupe de recherche d'emploi, le Labo d'ADAGE, Compétences linguistiques vers l'emploi, Numérique vers l'emploi, Projet santé, réseau de voisinage, numérique.

ADAGE a créé en 2023 un nouveau chantier d'insertion de 10 salariés pour la préparation du CAP Accompagnant éducatif Petite enfance qui a été pérennisé.

ADAGE a développé des prestations de formation continue : ADVP et formation à la posture professionnelle.

ADAGE a obtenu une nouvelle fois un co-financement de la Barclays à hauteur de 58 400 € pour les actions d'accès à l'emploi en 2024. Ce partenariat a été reconduit en 2025

ADAGE a répondu à un appel à projet O2R intitulé « Mobilisation vers l'emploi » d'une durée de 3 ans. Ce projet a démarré fin 2024.

ADAGE a mis fin à la convention d'accompagnement et de restructuration de l'association AMANA car l'association a fusionné avec la Fondation Jeunesse Feu Vert

MOYENS MIS EN ŒUVRE

ADAGE exerce son activité dans ses locaux de Paris 17 Rue Bernard DIMEY et Rue Eugène FOURNIERE. ADAGE dispose de salles de formation informatiques et de salles de cours, de bureaux pour les entretiens individuels.

ADAGE a mis en service les nouveaux locaux situés au 16 rue Bernard DIMEY début mai 2024. Ces travaux ont été financés en grande partie par des subventions d'investissements octroyés par la Ville de Paris et par le Conseil Régional d'Ile de France.

ADAGE a des formateurs salariés et fait appel à des prestataires externes. ADAGE a pourvu en 2024, les postes qui étaient vacants : Médiateur numérique à nouveau vacant fin 2024, Formatrices linguistiques et Assistante administrative. De nouveaux postes ont été créés : encadrement du chantier CAP et un poste de CIP

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06. Le nouveau règlement instaure de nouvelles informations, de nature juridique et financière, destinées à une plus grande transparence financière

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 474 363 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	333 549	131 828		465 377
Immobilisations financières	8 426	560		8 986
TOTAL	341 975	132 388		474 363

Amortissements et provisions d'actif = 305 474 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	286 832	18 642		305 474
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	286 832	18 642		305 474

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Instal amenagt divers	407 443	263 242	144 201	3 à 10 ANS.
Mat.bureau & informa	37 406	27 169	10 237	3 ans
Mobilier	20 528	15 063	5 465	3 à 5 ANS.
Immobilisations en cours				
TOTAL	465 377	305 474	159 903	

Etat des créances = 447 442 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	8 986		8 986
Actif circulant & charges d'avance	438 456	438 456	
TOTAL	447 442	438 456	8 986

Produits à recevoir par postes du bilan 360 939€

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	360 939
Disponibilités	
TOTAL	360 939

Charges constatées d'avance = 431 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des provisions = 32 000 E

SITUATIONS ET MOUVEMENTS (b)	A	B	C	D
RUBRIQUES (a)	PROVISIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISES DE L'EXERCICE	PROVISIONS A LA FIN DE L'EXERCICE (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	67 900		35 900	32 000
Provisions pour charges				
TOTAL	67 900		35 900	32 000

Des provisions pour risques ont été constituées sur les exercices antérieurs sur les dossiers FSE clôturés dans les 5 ans sur lesquels les financeurs peuvent revenir en cas de contrôles européens,

Une provision correspondant à un écart de remboursement de rémunération pour des salariés en formation plus élevé que celui prévu a été reprise sur 2024 car le risque est désormais prescrit.

Les provisions pour indemnité de départ des salariés sont inchangées à 10 000 euros. Elles sont calculées pour le seul salarié ayant plus de 10 ans d'ancienneté qui peut prétendre à une indemnité de fin de carrière et pour les salariés qui ont plus de 5 ans d'ancienneté, mais alors l'indemnité est proratisée en fonction de leur ancienneté.

Etat des dettes = 380 141 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	13 882	13 882		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	255 144	255 144		
Dettes fiscales & sociales	90 372	90 372		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	120 469	120 469		
TOTAL	479 867	479 867		

Charges à payer par postes du bilan = 265 313 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	243 366
Dettes fiscales & sociales	20 947
Autres dettes	
TOTAL	265 313

Produits constatés d'avance = 120 469 E

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 355 519 E

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	355 519	100%
Produits des activités annexes		0 %
TOTAL	355 519	100.00 %

Ventilation des subventions affectées à l'exercice par financeur = 1 046 659 €

	2024
Armée du salut	13 740
DRIEETS	58 059
BARCLAYS	58 400
Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité	27 100
Préfecture	79 800
BPV Préfecture	21 000
Pôle Emploi	62 081
Ville de Paris - Direction de l'Attractivité et de l'Emploi (autres actions)	161 500
Ville de Paris - Direction de l'Attractivité et de l'Emploi (chantier insertion)	91 000
Ville de Paris - Direction de la Démocratie des Citoyennes et des Territoires	26 850
Ville de Paris - Direction des Familles et de la Petite Enfance	6 250
Ville de Paris DSOL	12 000
Agence de Services et de Paiement	428 878
TOTAL	1 046 658

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers pour une information plus détaillée

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

Les dirigeants ne sont pas rémunérés.

Effectif

L'effectif au 31 Décembre de l'exercice est de 14 personnes pour le personnel permanent et de 26 personnes pour les chantiers d'insertion

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 380 039 E

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Facture à établir(418000)	360 939
Org.soc.autr.prod.a(438700)	
Subvention d'investissement à recevoir (441100)	19 100
Etat prod à recevoir (448700)	
Débiteur divers(467200)	
Divers prod à recevoir (468700)	
TOTAL	380 039

Charges constatées d'avance = 431 E

Charges constatées d'avance	Montant
Charges const.avance(486000)	431
TOTAL	431

Charges à payer = 243 366 E

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fourn.fts non parven(408100)	243 366
TOTAL	243 366

Dettes fiscales et sociales et autres	Montant
Dette prov.rapp.sala(428600)	11 100
Dettes prov conges payes (428200)	17505
Formation continue (438000)	
Ch.soc.dette rapp.sa(438120)	
Ch.soc.dette cong.a(438200)	4680
Org.soc.autr.charg a(438600)	7 600
Divers charges à payer (468600)	2247
TOTAL	43 132

Produits constatés d'avance = 120 469 E

Produits constatés d'avance	Montant
Pdts const avance(487000)	120 469
TOTAL	120 469

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PREVUES A L'ARTICLE L.3332-17-1 DU CODE DU TRAVAIL

Sont considérées comme entreprises solidaires, au sens du présent article, les entreprises dont les titres de capital lorsqu'ils existent ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé (condition n°1) et répondent à l'une des autres conditions (condition n°2 ou condition n°3).

Condition n°1 : Titres de capital

L'association ADAGE n'a pas émis de titres en capital.

Condition n°2 : Qualité des salariés employés par l'entreprise

Cette condition énoncée à l'article L.3332-17-1 complétée par l'article R.3332-21-1 du code du travail est remplie par l'entreprise, c'est-à-dire qu'au moins 30% des salariés ont été recrutés :

☐ Dans le cadre de contrats de travail relevant des contrats aidés visés aux articles L.5134-1 à L.5134-109 du code du travail.

Nombre de salariés : **32,8 ETP au 31/12** (dont 1 en contrat adulte relais et 26 CDDI).

☐ Les salariés rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ayant besoin d'un accompagnement personnalisé pour l'accès à l'emploi sont :

- 2 adultes relais de plus 30 ans résidant dans un quartier politique de la ville et chômeur (1 poste vacant au 31/12)
- 1 poste FONJEP
- 26 CDDI, agréés par Pole Emploi pour être bénéficiaire d'un dispositif d'insertion par l'activité économique.

Condition n° 3 : Nature juridique de l'entreprise et niveau de rémunération

Les dirigeants de l'entreprise solidaire sont élus directement ou indirectement par les salariés, les adhérents ou les sociétaires.

La moyenne des sommes versées aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, cinq fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance.

L'association ADAGE respecte ces dispositions.